

Le pays qui n'existait pas

2^{ème} partie : Des difficultés à entrer dans l'Histoire

C'est assez classique : chaque État cherche à construire et promouvoir un "récit national" conçu comme un ciment idéologique nécessaire à sa cohésion, mêlant réalité et fiction. Quand il s'agit du "roman national" d'une puissance impérialiste telle que la France, ce roman se heurte frontalement à celui de puissances rivales, telle l'Allemagne. Mais un tel "roman" sert aussi à "écraser" les peuples dominés, contribue à perpétuer leur domination en sommant ces peuples dominés "d'entrer dans l'Histoire" (ce qui revient à nier leur passé, comme le fit Sarkozy à Dakar en juillet 2007), ou en prétendant qu'ils n'ont jamais eu de réelle aspiration à constituer une nation, traitant avec mépris les "romans" nationaux que cherchent à se donner les peuples opprimés. Cela vaut pour l'impérialisme russe vis à vis, notamment, de l'Ukraine.

Le roman national russe

Dans le ce roman national, la Russie s'inscrit dans la continuité de la Rus' de Kiev (Kyiv pour les Ukrainiens), une principauté slave qui eut son heure de gloire avec le prince Saint Vladimir I^{er} (fin X^e - début XI^e siècle). Cette Rous (ou Rus') imposa son autorité de la Baltique à la mer Noire et joua un rôle important jusqu'à ce que Kiev soit anéantie par les envahisseurs mongols en 1240. Cette Rous est présentée comme l'ancêtre de la Russie des tsars... et de la Russie actuelle.

Pour les défenseurs de ce roman, l'Ukraine ne saurait donc exister. Et, pour conforter leur thèse, ils évoquent l'origine du mot Ukraine. Ce terme signifierait "territoire frontalier", ce qui sous entend : "frontalier de la Russie". Kiev et les territoires alentours n'auraient donc pas eu d'existence propre. L'ennui, c'est que, par son origine, le mot a un autre sens possible...

Puis, après la destruction de Kiev, le roman russe nous raconte comment le centre du pouvoir "glisse" vers Moscou, passage marqué de quelques épisodes célèbres. Ainsi, en 1242, a lieu la "bataille des glaces", qui se termine par la victoire du prince Alexandre Nevski. Celui-ci bat les chevaliers Porte-Glaive et sauve Novgorod. Mais le prince doit lui-même rendre hommage au Grand Khan. De même, en 1328, Ivan I^{er} Kalita est investi par les Tartares de la Horde d'Or comme "grand prince de Moscou, de Vladimir et de toute la Russie". C'est ensuite une longue période de guerres et

de meurtres en tous genres qui mène la dynastie régnante jusqu'à la fin de la domination mongole puis à Ivan IV, dit Ivan le Terrible, qui prend le titre de Tsar en 1547.

Un roman réaffirmé et corrigé par Poutine

Un roman national n'est jamais figé. Il peut être modifié au gré des besoins. Ainsi, avec Poutine, différentes mesures ont été prises pour corriger le roman national. En juin 2007, Poutine convoque des historiens pour leur faire part de ses désirs. Une Société d'histoire est créée, que dirige le président de la Douma. En mai 2009 est installée une commission chargée de lutter contre les falsifications (!) de l'histoire, commission qui comporte des agents du FSB (Service fédéral de sécurité) et du Service des renseignements extérieurs...

En mars 2013, Poutine ordonne la rédaction d'un nouveau manuel d'histoire, sous le contrôle de Vladimir Medinski, ministre de la Culture. Il faut en particulier établir "une liste de dates marquant l'unification des peuples de Russie".

Avec le renfort de l'Église orthodoxe, il s'agit de montrer que Moscou est l'héritière de Byzance car les Russes ont compris que Dieu est le principal trésor de Byzance, et qu'ils ont créé la Rous de Kiev. C'est ce qu'explique l'archimandrite Tikhon Chevounov, directeur de "conscience" de Vladimir Poutine.

Le rôle des tsars doit donc être réévalué, car, précise le patriarche Kirill, *“aucun tsar n'a perdu des terres. Au contraire, les tsars rassemblaient des terres”*. Même l'image d'Ivan le Terrible doit être corrigée. Le ministre Medinski décrète donc que, le 16 novembre 1581, Ivan le Terrible n'a pas tué son fils Ivan.

On comprend mieux quel est l'usage de cette réécriture de l'histoire quand on entend Poutine faire mine de s'interroger : *“la Russie et l'Ukraine ne sont-ils pas un même peuple ?”*. On sait comment son amée, au lendemain de Maïdan, fut chargée de répondre à cette question, en Crimée et sur la frontière Est de l'Ukraine.

Le roman national ukrainien

Le roman national ukrainien tel qu'il est écrit aujourd'hui peut être vu comme le “symétrique” du roman russe, avec le même type de fiction fondatrice : l'Ukraine d'aujourd'hui serait l'héritière de la Rous de Kyiv.

Ce n'est pas un hasard si la monnaie ukrainienne utilise des figures marquantes de cette Rous de Kyiv, dont celle du prince Vladimir. Et si des historiens ukrainiens renvoient l'origine de la Russie (nommée alors Moscovie) à la principauté de Souzdal du XII^e siècle, et à une période où le territoire “russe” est fragmenté en une kyrielle de principautés qui s'affrontent entre elles.

Quant au mot Ukraine, le sens originel mis en avant est différent : il signifie alors *“le pays, la terre natale”*. Ce n'est pas pareil. En ukrainien, “kraïna” (країна) signifie “le pays”, tout comme “kraina” (країна) en biélorusse, et “krajiny” en slovaque. De même, en polonais, “kraj” signifie “le pays, la patrie”. Mais de manière différente, le russe “kraj” signifie “le bout, le bord, la fin”.

En réalité, la Rous de Kyiv n'est pas plus la Russie des origines que l'Ukraine originelle, et toutes deux peuvent pour une part se revendiquer de ce passé.

Cela peut faire penser à une querelle franco-allemande pour s'approprier Charlemagne comme père fondateur de l'une de ces deux nations. Avec une différence : se disputer un ancêtre mythique est assez ridicule ; mais la France et l'Allemagne ne “nient” pas pour autant l'existence du rival. Dans le cas de la Russie, par contre, c'est un argument pour nier aux Ukrainiens le droit de constituer un État-nation indépendant.

La question des “origines” n'est donc pas un critère pour valider (ou nier) une quelconque aspiration nationale ukrainienne à une époque où les pouvoirs sont éphémères et les délimitations frontalières mouvantes.

Par contre, d'autres épisodes historiques attestent que l'aspiration nationale des Ukrainiens n'a pas surgi ex-nihilo en 1917, mais s'était clairement manifestée dès l'époque des tsars.

Le grand partage

Les choses deviennent plus précises lorsque les territoires de l'actuelle Ukraine passent sous le contrôle d'États déjà puissants. Ainsi, au XIV^e siècle, la Pologne et la Lituanie se partagent la Galicie-Volhynie.

En 1569 est parachevée l'union (sous une même couronne) du royaume de Pologne et du grand-duché de Lituanie. Une grande part de l'actuelle Ukraine se trouve soumise à cet État (une part est sous contrôle de l'Empire ottoman, et une part sous tutelle russe).

Commence alors une longue période de guerres entre Pologne et Russie (mais aussi entre Empire austro-hongrois et Empire ottoman)

Finalement, le XVIII^e siècle s'achève avec le démembrement de la Pologne. Un premier partage a lieu en 1772 (un autre en 1795). Catherine II et Frédéric de Prusse s'en attribuent l'essentiel. Pour les territoires ukrainiens, cela implique que désormais la plupart d'entre eux sont sous la tutelle russe, et l'ouest de ces territoires sous la domination des Habsbourg.

Les Cosaques face à la Pologne

C'est durant ces XVII^e et XVIII^e siècles que, dans les territoires sous contrôle polonais, se manifeste la résistance des Cosaques zaporogues : un soulèvement qui peut être considéré comme l'esquisse d'une aspiration nationale.

Ces Cosaques sont des hommes de guerre souvent issus des campagnes, fuyant corvées et oppressions pour s'ériger en groupes plus ou moins autonomes.

Dans les années 1648-1657 éclate en particulier un soulèvement dirigé par Bohdan Khmelnytsky que les Cosaques ont désigné hetman, c'est-à-dire chef militaire. L'objectif est de constituer un Hetmanat autonome, un quasi-État, forme spécifique d'État cosaque.

Le soulèvement entraîne des dizaines de milliers de paysans. Les armées polonaises sont battues à plusieurs reprises avant de renverser la situation.

Il est difficile de nier dans cette insurrection toute manifestation d'une aspiration à l'indépendance. En même temps, la couche sociale dirigeante de cette insurrection était incapable de permettre la constitution d'une nation indépendante.

En atteste le fait suivant : le chef cosaque, pour échapper à la tutelle polonaise, proposa finalement un accord avec la Moscovie. En 1654 le traité de Pétréiaslav entérina cet accord, l'hetmanat cosaque devant conserver son autonomie.

De même, le caractère réactionnaire d'une composante au moins de cette insurrection s'exprime par la multiplication des pogroms visant les populations juives ashkenazes : on estime que 50 à 100 000 juifs furent tués durant ces

années-là (l'antijudaïsme traditionnel, à caractère religieux, a été exacerbé par le fait que la noblesse polonaise utilisait des juifs comme collecteurs d'impôts, les désignant ainsi à la vindicte populaire).

Les Cosaques face au tsar Pierre I^{er}

Ivan Stepanovitch Mazeppa est alors l'hetman de l'État autonome cosaque (sous tutelle russe) de 1687 à 1709 et manœuvre pour conforter son autonomie en jouant sur les alliances. Finalement, en 1709, il abandonne le camp russe lors de la bataille de Poltava. Mais les armées suédoises de Charles XII sont vaincues par les troupes de Pierre le Grand.

La répression vis à vis des Cosaques est massive. Même si l'autonomie est préservée, c'est la fin de la cosaquerie. En 1720, les livres en langue ukrainienne sont interdits sur ordre du patriarche.

Dans le roman national ukrainien, ces soulèvements, idéalisés, occupent une place importante. Ils n'en furent pas moins réels.

Les Ukrainiens face à Catherine II

Catherine II entreprend de liquider ce qui restait de l'autonomie cosaque. En 1783, l'institution cosaque est abolie. Sous son règne, le servage – déjà généralisé à l'ensemble de la Russie – est étendu aux territoires ukrainiens (mai 1783), l'année de l'annexion de la Crimée (Catherine II procéda de même en Pologne).

Ce servage visait à faciliter la production à moindre coût de blé et son exportation. Inévitablement, la résistance des paysans ukrainiens contre le servage allait être en même temps une lutte contre l'État russe.

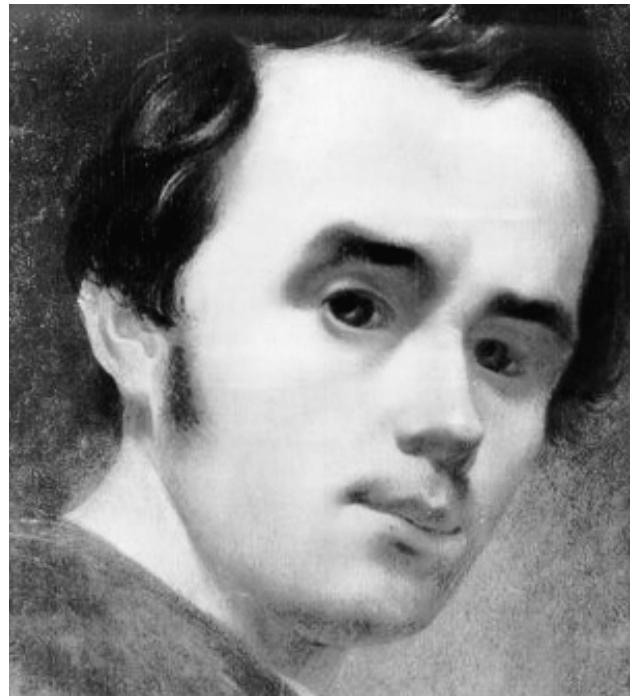
En complément de ces mesures fut interdit, par oukase, l'usage de l'ukrainien. Cette interdiction sera réaffirmée à plusieurs reprises au XIX^e siècle.

Il était donc inévitable, en particulier pour les masses paysannes, que leur refus du servage contribue à nourrir la formation d'un sentiment national parmi les "Petits Russes", le nom officiel des habitants de la "Petite Russie". Pour Catherine II, en effet, l'Ukraine et les Ukrainiens n'existaient pas.

Dans ce pays fantôme, la question sociale ne pouvait donc que fusionner avec l'aspiration à l'indépendance, et – de manière particulière – avec la question de la langue.

Une nouvelle étape au XIX^e siècle

Rappelons d'abord que la langue ne définit pas une nation : une même langue peut être partagée par des nations différentes (Royaume-Uni et États-Unis par exemple), ou bien une nation (l'Inde par exemple) peut utiliser plusieurs langues.



Autoportrait de Tarass Chevtchenko, poète du pays qui n'existait pas.

Ce qui fonde d'abord une nation, c'est un (ou des) combats politiques : la guerre d'indépendance des États-Unis, la révolution française, en sont des exemples bien connus.

Dans le cas de l'Ukraine, la défense de l'ukrainien va devenir, dès le XIX^e siècle, partie intégrante de l'aspiration nationale, sans exclusive à l'égard de la langue russe. Et cette question s'articule à la question sociale.

En effet, même si c'est avec un retard par rapport à d'autres régions d'Europe, le développement du capitalisme, de l'industrie, de la bourgeoisie, touche l'Empire russe (avec les territoires ukrainiens) alors même que l'État et le pouvoir politique tentent de préserver l'ordre ancien.

Pour l'Ukraine, une particularité est que l'industrialisation va se faire, notamment dans la région minière et métallurgique du Donbas, en faisant appel à une main-d'œuvre d'origine russe, juive pour une part. À la fin du XIX^e siècle, plus de la moitié du prolétariat de cette région est catalogué comme russe ou juif. Or le Donbas est aussi le plus ancien berceau connu de la langue ukrainienne.

C'est au cours de ce processus que s'exprime ouvertement une aspiration nationale portée par des écrivains et intellectuels. C'est un processus parallèle à celui qui se développe en d'autres régions d'Europe : en Pologne, en Grèce, etc.

La figure emblématique de cette aspiration est celle de Tarass Chevtchenko (ou Chevtchenko), dont les parents sont des paysans serfs.

Précisons qu'on ne saurait sous-estimer le rôle de tels intellectuels et artistes dans la formation des mouvements nationaux, dont ils se font les porte-voix, répercutant un processus déjà à l'œuvre et l'amplifiant.

Tarass Chevchenko

C'est la figure la plus connue de la littérature de langue ukrainienne de cette époque. Lui-même serf jusqu'à 24 ans, il aura l'opportunité d'échapper à sa condition, et de fréquenter des artistes ukrainiens et russes. C'est grâce à deux artistes russes que la somme d'argent nécessaire est réunie pour le libérer du servage.

En 1840, il publie un premier recueil de poésies romantiques, *Kobzar* (Le Barde), puis d'autres textes ainsi que des gravures.

En 1846, Tarass Chevchenko rejoignit une confrérie secrète, la Confrérie de Cyrille et Méthode (le choix de ces deux là fait référence à deux évangélistes du IX^e, qui auraient inventé l'alphabet glagolitique pour transcrire des textes en vieux slave).

Cette organisation politique, chrétienne et slavophile, avait pour objectif d'abolir le servage, d'établir la liberté de pensée et l'égalité sociale. L'organisation fut démantelée en 1847. Le poète fut mis en prison, puis exilé comme soldat pour dix ans, et expédié sur les bords de la Caspienne.

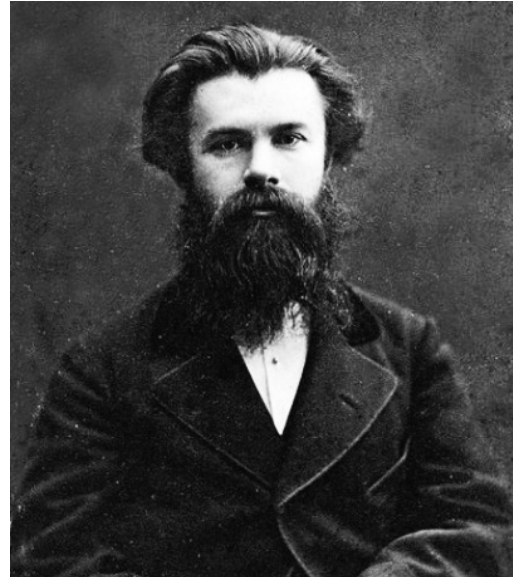
Chevtchenko n'est pas une figure isolée. Il exprime un mouvement en train de mûrir, à une époque où le mouvement ouvrier est encore inexistant en Russie et Ukraine. Et à une époque où, parmi les militants connus du mouvement ouvrier dans l'Ouest européen, quelques uns sont influencés par le panslavisme (Bakounine, qui n'est pas alors anarchiste, rêve pour les slaves d'une "*République une et indivise, fédérale sur le seul plan administratif et centralisée sous le rapport politique*"), et d'autres font la critique acerbe des peuples slaves (celui de Pologne excepté) comme F. Engels (cf. article dans le n° 4 de *L'Émancipation*).

Les choses vont changer avec le développement rapide de l'industrie et du prolétariat en Russie et en Ukraine dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Cela donne d'autres bases à la question sociale jusqu'alors fondée sur la résistance à la misère dans les campagnes (que l'abolition formelle du servage ne règlera pas).

Les débuts du mouvement ouvrier russe et ukrainien

Fait notable, c'est durant ces mêmes années que les tsars multiplient les mesures réprimant l'usage de l'ukrainien, parallèlement à la répression qui s'abat sur les premiers cercles populistes, socialistes, anarchistes, etc.

Ainsi, en juillet 1863, le ministre de l'intérieur d'Alexandre II envoie un décret secret (Circulaire de Valouïev) qui interdit les publications en ukrainien, notamment les œuvres religieuses et littéraires, ainsi que tout enseignement scolaire en ukrainien. Valouïev précise qu'"*aucune langue petite-russe*" (c'est-à-dire l'ukrainien) "*n'a existé, n'existe et ne pourra exister*".



Mykhailo Drahomanov

Cela ne suffit pas. En 1876, l'oukase d'Ems interdit toute publication en ukrainien dans l'ensemble de l'Empire.

Puis, sous le tsar Alexandre III, de nouvelles interdictions sont prononcées en 1881, en 1884, puis en 1895 contre la publication de livres ukrainiens pour les enfants. Même chose sous Nicolas II, le dernier des tsars, qui proscrit en 1901 l'usage du mot "Ukraine".

Avec la première Révolution russe, en 1905, une éclaircie se fait jour. Nicolas II est contraint, le 30 octobre 1905, de publier un *Manifeste* qui promet de respecter les nationalités. Aussitôt fleurissent en Ukraine des dizaines de journaux dans la langue nationale.

Premiers regroupements

C'est dans ce cadre qu'apparaissent des premiers cercles et groupes ukrainiens qui affirment les droits d'une nation ukrainienne dans le cadre du fédéralisme ou de l'indépendance, combinant plus ou moins aspiration bourgeoise et aspiration sociale : cercles à caractère populiste (dans le sens de l'époque), en particulier autour de Drahomanov, et cercles d'étude de Marx, parmi les premiers apparus dans l'Empire russe.

Mykhailo Drahomanov

Ethnologue réputé, il fut aussi le leader d'une société secrète : la Hromada de Kiev qui établit des contacts avec les Ukrainiens de Galicie. Critiquant l'absolutisme, il est licencié en 1875 de l'université de Kiev, et s'installe à Genève. Il y publie le journal *Hromada de Genève* de 1878 à 1882 et sera aussi l'éditeur de la correspondance de Bakounine.

En 1886, la Hromada de Kiev rompt avec Drahomanov, jugé trop constitutionnaliste. Mais en Galicie, ses partisans fondent en 1890 le Parti radical ruthénien-ukrainien.

Influencé par Joseph Proudhon, il aspirait à une société fondée sur une association volontaire d'individus libres et égaux, que l'on pouvait atteindre par le fédéralisme.

L'indépendance de l'Ukraine n'était pas pour lui un objectif. Il proposait plutôt une fédéralisation et une démocratisation des États russe et austro-hongrois. Alors pourrait se développer librement la nation ukrainienne. Sur ce plan, ultérieurement, les Menchéviks partageront cette position.

Dans cette perspective fédéraliste, le programme de la revue *Hromada de Genève* définit la future Ukraine comme "un territoire" dont "la grande majorité des paysans et des ouvriers, c'est-à-dire les groupes réellement productifs, sont ukrainiens". Quant aux nombreuses minorités vivant sur ces territoires, le texte fait la distinction entre ceux qui sont au service des États étrangers exploitant l'Ukraine, et "ceux qui contribuent à la prospérité du pays". Les premiers devront "prendre leur part du travail ou partir". Tandis que les autres "doivent avoir les mêmes droits et libertés que les Ukrainiens", en particulier "la liberté d'organiser leurs propres écoles, du niveau primaire au niveau universitaire".



Roman Rosdolsky

Socialisme ou patriotisme ?

L'articulation du combat pour la révolution sociale et du combat pour l'indépendance reste une question qui fait débat, parmi les militants ukrainiens de ces années-là, comme pour l'ensemble des jeunes organisations ouvrières aux quatre coins de l'Europe (cf. *L'Émancipation* n° 4).

Cela se voit avec le Parti révolutionnaire ukrainien (RUP), fondé à Kharkiv en février 1900, qui tente un impossible mariage entre marxisme et nationalisme, avec comme principal objectif l'indépendance de l'Ukraine.

L'un de ses fondateurs est Mykola Ivanovytsch Mikhnovsky, auteur du pamphlet "Ukraine indépendante", le premier texte sans doute à revendiquer clairement l'indépendance. Mais ensuite, au sein du RUP, les partisans de l'autonomie l'emportent sur les partisans de l'indépendance stricte.

Ces contradictions conduisirent très vite à des éclatements.

D'abord, une petite aile nationaliste conduite par Mikhnovsky fit scission pour créer le Parti ukrainien du peuple (Uk), qui demeura marginal.

Puis, en 1904, l'aile gauche du RUP fit scission. Elle devint l'Union social-démocrate ukrainienne et rejoignit la social-démocratie russe, alors révolutionnaire. Elle est aussi appelée Spilka (qui signifie union en ukrainien).

Quant au "centre" du RUP, il devint, en décembre 1905, le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien

(USDRP), partagé entre une aile social-révolutionnaire (avec Volodymyr Vynnytschenko) et une aile nationale-démocratique, avec Simon Petlioura, un personnage qui va politiquement dégénérer à partir de la guerre.

L'USDRP adopte le programme d'Erfurt de la Social-démocratie allemande, et joue un rôle durant la révolution de 1905.

Puis l'USDRP subit nombre d'arrestations, et entre en sommeil. Ses membres coopèrent alors avec les Menchéviks russes et avec le Bund. Ce parti ne reprendra vie qu'après la révolution de février 1917.

Rappeler cela peut sembler fastidieux mais montre la difficulté du mouvement ouvrier (en Ukraine comme ailleurs) à prendre en compte les aspirations démocratiques nationales sans basculer dans le nationalisme bourgeois.

Et c'est dans le foisonnement de groupes et de luttes qui se développent à la fin du XIX^e siècle que se forment des militants qui vont jouer un rôle dans la vague révolutionnaire de 1917.

La Galicie et Roman Rosdolsky

C'est aussi le cas en Galicie où s'est développée une aile de Spilka. Renforcé par des militants fuyant la répression tsariste, ce Parti social-démocrate ukrainien de Galicie est affilié à la Social-démocratie autrichienne. C'est dans ce cadre que se forme en particulier Roman Rosdolsky.

Ce dernier est aussi un théoricien marxiste qui élabore notamment sur la question nationale et les peuples slaves à partir d'une lecture critique des textes du jeune Engels. Cette réflexion est développée dans un travail intitulé "Friedrich Engels et le problème des peuples sans histoire". C'est une analyse minutieuse et documentée de la question nationale pour les peuples du centre et de l'est de l'Europe, en particulier pour les années 1848-50.

On constate ainsi donc que l'explosion révolutionnaire de 1917, qui pose d'emblée la question de l'indépendance nationale pour l'Ukraine, ne surgit pas de rien. Elle est le produit d'un long processus au cours duquel s'est affirmée l'aspiration à constituer une nation, non à partir de pseudos critères ethniques ou "originels" mais dans le combat politique contre la domination exercée par les autocrates, russes et polonais en particulier.

1917 marquera un tournant majeur dans le combat pour l'indépendance de l'Ukraine. Mais ce sera loin d'être la dernière étape de ce combat.

(à suivre)

Serge Goudard, décembre 2017 □